

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPIRAL

1 RUE DES LONGUES RAIES
Z.I
25220 THISE

Références : -
Code AIOT : 0005902832

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SPIRAL implanté 1 RUE DES LONGUES RAIES Z.I 25220 THISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de récolement suite à l'approbation de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 02/08/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIRAL
- 1 RUE DES LONGUES RAIES Z.I 25220 THISE
- Code AIOT : 0005902832

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPIRAL créée il y a environ 30 ans, est une entreprise spécialisée dans le traitement thermique, la tribofinition, le brunissage et le dégraissage des pièces métalliques en soustraitance pour les industries aéronautique, automobile, horlogerie, médical, luxe, ...

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 5.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 2.2.1	Sans objet
2	Surveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 2.1.4.1	Sans objet
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 4.1.2	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article I du 5.1.4	Sans objet
6	Installations connexes - Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 7.2.2	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 3.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés le jour de l'inspection, correspondant notamment à des prescrip-

tions devant être réalisés dans un délai court suite à l'approbation de l'arrêté d'autorisation du site de SPIRAL, a réalisé ou est planifié.

Il conviendra à l'exploitant de transmettre à l'Inspection les rapports des mesures de niveaux sonores et de l'analyse des sols au niveau de la zone de stockage des déchets une fois ceux-ci réalisés. Il conviendra également à l'exploitant de poursuivre la surveillance de la contamination du sol au tétrachloroéthylène au niveau de l'atelier de dégraissage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance du rejet N°1 dans les conditions suivantes : Un premier contrôle du rejet est réalisé dans les 3 mois suivants la date du présent arrêté. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres à l'article 2.1.4.1.
Constats : Un contrôle des rejets atmosphériques au point de rejet N°1 (installation d'aspiration des vapeurs des bains de sels fondus chauffés) a été réalisé le 25/09/2023 par MAPE Groupe (rapport référencé G001230241-02) et a été signé par l'exploitant le 26/10/2023. L'ensemble des paramètres de l'article 2.1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2023 a été contrôlé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 2.1.4.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions canalisées	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.	
Paramètre	Conduit n°1

Concentration mg/Nm ³	
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	
Poussières	100 si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h 40 si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h
SO ₂	300 si le le flux horaire est supérieur à 25 kg/h

NOX en équivalent NO2	500 si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h
OH	
COVNM	110 si flux horaire total supérieur à 2 kg/h
Cd + Hg + Tl	0,05 par métal si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h 0,1 pour la somme des métaux

As + Se + Te	1 si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h
Pb	1 si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5 si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h
<p>(*) En cas de fabrication de monoxyde de zinc (ZnO) et de bioxyde de manganèse (MnO₂), la valeur limite de concentration pour respectivement le zinc et le manganèse est de 10 mg/m³.</p>	
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle effectué le 25/09/2023 indique que les valeurs limites d'émission ont bien été respectées pour l'ensemble des paramètres contrôlés.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la date du présent arrêté puis tous les 5 ans.</p>

Constats : L'exploitant indique qu'une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est programmée le 03/07/2024 suite à la demande d'actualisation signée le 12/06/2024 auprès de CONSEILS ACOUSTIQUE (prestataire qui avait réalisé la dernière mesure en date du 12/10/2018).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, avec tous les commentaires utiles, le rapport de mesures acoustiques à l'inspection des installations classées une fois celui-ci reçu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article I du 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des déversements
Prescription contrôlée : I. - Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 325 m ³ . Ce volume doit être disponible en tout temps. Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - une rétention d'un volume disponible en permanence de 25 m³ au niveau du bâtiment de tribofinition (rétention située à proximité de l'évapoconcentrateur) - Une cuve enterrée sous la chaussée d'un volume disponible en permanence d'au minimum 300 m³. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est assuré par <ul style="list-style-type: none"> - Un bac de rétention de 35 m³ au niveau du bâtiment de tribofinition (à proximité de l'évapoconcentrateur), servant également à la rétention des eaux de l'évapoconcentrateur si besoin (au maximum 10 à 15 m³). - Un Tubosider d'une capacité de 300 m³, qui a été installé sous le parking à l'intérieur du site. En cas d'incendie, la clé permettant de confiner les eaux d'extinction dans le Tubosider se trouve à l'accueil signalé par une affiche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie en disposant d'un débit de 150 m³/h pendant 2 heures.</p> <p>Si plusieurs points d'eau incendie doivent être utilisés pour atteindre ce débit, il convient que l'exploitant puisse justifier que ces points d'eau fournissent simultanément le débit de 150 m³/h.</p> <p>Les moyens sont complétés par les moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - un système de détection automatique d'incendie équipant les 2 bâtiments du site avec report d'alarme visuelle et sonore dans tous les volumes concernés par les activités classées au titre de la législation sur les installations classées. Ce système de détection doit permettre l'intervention dans les meilleurs délais des personnels formés de l'entreprise et l'alerte précoce des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>Le site de SPIRAL dispose d'une borne à incendie située à l'intérieur de son périmètre et peut également utiliser 2 bornes situées à quelques mètres (de l'autre côté de la rue des Bruyères et un peu plus loin dans la rue des Longues Raies). Le débit de ces bornes est assuré par le service communal, mais l'exploitant n'en disposait pas le jour de l'inspection.</p> <p>Ces moyens sont complétés par des extincteurs présents dans chaque ateliers de SPIRAL. Ceux-ci sont nombreux, bien signalés et répartis notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets (voir plan d'évacuation).</p> <p>Le site dispose d'un système de détection automatique d'incendie équipant les 2 bâtiments du site avec report d'alarme visuelle et sonore dans les 2 bâtiments installé le 27/07/2023.</p> <p>La sécurité du site, notamment la nuit, est également assuré par l'entreprise Cyclop Sécurité qui vient effectuer la levée de doute en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de solliciter le gestionnaire du réseau d'eau pour connaître le débit des poteaux incendie entourant son site et de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Installations connexes - Surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sols
Prescription contrôlée :

Au niveau du sol du bâtiment abritant l'activité visée à la rubrique 2564-1 et des zones de stockage des déchets, une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte sur les substances suivantes :

Hydrocarbures Totaux (HCT)

Composés Organiques Totaux (COT)

Composés Organiques Volatils Halogénés (COHV)

Perchloroéthylène.

La première surveillance est réalisée dans les 6 mois qui suivent la date du présent arrêté.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Constats :

Une première surveillance de la qualité des sols a été réalisée le 10/10/2023 par TERREST INGENIERIE. 4 échantillons de sol ont été analysés en laboratoire pour les paramètres COT, HCT et COHV.

Les résultats de l'analyse montrent :

- une absence d'anomalie notable en COT
- une teneur négligeable en HCT au point de sondage SC4 situé à l'intérieur du bâtiment principal et autres teneurs en HCT inférieures à la limite de quantification
- du tétrachloroéthylène (PCE) à l'état de traces au point de sondage SC1 au niveau de l'atelier de dégraissage (point le plus au nord)
- autres teneurs en COHV inférieures aux limites de quantification

La détection de tétrachloroéthylène au niveau de l'atelier de dégraissage suggère une pollution des sols par cette activité. La concentration relevée reste faible, du même ordre de grandeur que la limite de quantification. Le risque de contamination des sols étant faible (dalle béton carrelée, appareils en circuit fermé), TERREST INGENIERIE mentionne qu'il n'y a pas lieu de penser qu'une contamination importante des sols soit à l'œuvre au niveau de l'atelier. Toutefois, en renforcement de la surveillance, ce bureau d'étude a proposé la mise en place de piézajirs et l'analyse des COHV dans les gaz du sol à proximité des points de sondage SC1 et SC4 afin de vérifier la présence de ces composés sous forme gazeuse.

Une analyse des gaz du sol a été effectuée par TERREST INGENIERIE le 04/04/2023 suite à l'installation de 2 piézajirs : PA1 dans le bâtiment principal et PA2 dans l'atelier de dégraissage. Les mesures montrent que les teneurs en tétrachloroéthylène, trichloroéthylène et cis-1,2-dichloroéthylène relevées dans les gaz du sol en PA2 sont supérieures aux valeurs-repères R1 proposées par l'INERIS pour l'air intérieur. Elles restent cependant inférieures aux VLEP 8h (valeurs limites d'exposition professionnelle) définies par le code du travail.

Ce résultat laisse toutefois supposer l'existence d'une pollution des sols par les COHV sous une partie du bâtiment.

Dans l'intervalle, TERREST INGENIERIE conseille de réaliser des campagnes annuelles d'analyse des gaz du sol, par l'intermédiaire du piézajir PA2, afin de surveiller l'évolution du dégazage des COHV.

Par ailleurs, l'exploitant a signé le 13/06/2024 une commande d'analyse de la qualité des sols au niveau des zones de stockage des déchets., zone qui n'avait pas été investiguée lors de la première campagne. Les dates d'intervention retenues sont le 1^{er} et le 2 juillet 2024.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui est prescrit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre les résultats de l'analyse des sols au niveau de la zone de stockage des déchets à l'Inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/08/2023, de proposer, comme une anomalie a d'ores et déjà été détectée au Nord de l'atelier de dégraissage, un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. La zone concernée par ce suivi renforcé devra tenir compte des résultats de la campagne d'analyse des sols au droit de la zone de stockage de déchets.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2023, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de SPIRAL dispose d'un réservoir de coupure au niveau de l'atelier de tribofinition à l'intérieur du bâtiment principal. Ce dispositif semblant âgé, il a été préconisé à l'exploitant de prévoir son entretien. Même si la situation présente peu de risque, le réseau AEP étant physiquement déconnecté de l'installation de tribofinition, l'exploitant indique qu'il envisage son remplacement par un dispositif neuf.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>